



En finir avec la fin de la fin de l'histoire

PIERRE-ALAIN CLÉMENT

Chercheur à l'Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord de la Chaire Raoul-Dandurand

Depuis les soulèvements populaires initiés fin 2010 et début 2011 (remous en Algérie, puis révolutions en Tunisie et en Égypte, troubles au Yémen, au Bahreïn et en Libye), un acteur brille par son absence dans les médias. Cet acteur était pourtant dans toutes les têtes en Occident, du simple quidam aux cercles du pouvoir. Il fut à la source de bouleversements majeurs aussi bien aux États-Unis et en Europe qu'au Moyen-Orient. Cet acteur, c'est bien sûr l'ensemble des jihadistes, Al-Qaïda en tête, qui avaient jusqu'ici monopolisé l'attention de l'Occident dans ses considérations sur le monde arabe, l'Asie du Sud-Ouest (Cachemire, Pakistan, Afghanistan) et l'Asie centrale.

Or, dans les soulèvements récents, point de jihadisme. Pas une vidéo d'Oussama Ben Laden pour féliciter la chute des premiers « régimes impies ». Pas une bande audio d'Ayman Al-Zawahiri pour sermonner des révoltés ne brandissant pas de drapeaux verts. Au début des années 1990, Francis Fukuyama pressentait la « fin de l'histoire », la défaite de l'URSS devant paver la voie à une mondialisation menée selon les termes de l'Occident. La forme politico-économique ultime devait être la démocratie libérale. Puisqu'aucune autre forme d'organisation des sociétés n'était supérieure donc désirable, on était ainsi arrivé à la fin de l'histoire. Le 11 septembre 2001, on a parlé de fin de la fin de l'histoire. Le rêve d'un consensus démocratico-libéral était bel et bien brisé par le retour de Dieu (la « revanche de Dieu » selon Kepel) et des conflits identitaires (le « choc des civilisations » selon Huntington). Les révoltes de 2010-2011 sont la manifestation que l'histoire connaît un nouveau virage. Huntington écrivait en 1993 que les sociétés non occidentales tentaient de devenir modernes sans devenir occidentales et que seul le Japon était un exemple achevé de cela. Que les revendications identitaires décideraient des lignes de fracture du système international à l'avenir. Si la revendication d'autonomie face à une domination identitaire, politique et économique générée par l'Occident est réelle, le scénario d'une structuration des conflits à venir autour de la seule variable identitaire est exagéré, notamment en raison de l'interpénétration des « civilisations ».

La composante identitaire de la résistance jihadiste à cette triple domination occidentale va dans le sens d'Huntington. Les (néo)orientalistes les plus divers tentent d'insister sur les dangers de la contestation populaire en l'associant à la contestation jihadiste, présentée comme le parangon de l'antithèse idéologique de l'Occident. En effet, derrière le nationalisme de bon aloi de ces révoltes, ne se cache-t-il pas des barbus qui en profiteraient pour voler la révolution, comme ce fut le cas en Iran au début des années 1980 ? L'épouvantail du dilemme « dictature laïque ou démocratie islamiste » est encore très utilisé, aussi bien par le gouvernement israélien que par Kadhafi, prétexte qui montre bien que la realpolitik n'a pas de civilisation. Cette stratégie se comprend tout à fait, puisque les dirigeants occidentaux et leurs homologues arabes maintiennent le couvercle sur les sociétés arabes avec cet argument depuis la révolution iranienne.

Pourtant, encore une fois a-t-on envie de dire, ce sont des citoyens lambda qui ont fait mentir thuriféraires de l'antagonisme Occident/Islam et experts en astropolitique. En effet, dans ce Printemps des peuples arabe, Al-Qaïda et assimilés ont surtout semblé faire la preuve de leur décalage avec les aspirations de ces sociétés en révolte. C'est tout juste si les partis islamistes (à bien distinguer des jihadistes) ont leur un mot à dire. Beaucoup d'entre eux représentent sociologiquement des éléments conservateurs de la société. Les soulèvements récents n'attirent donc pas mécaniquement leurs faveurs, même si la colère se dirige contre leur ennemi commun, le régime en place. Faut-il pour autant en conclure, comme Olivier Roy, que, « comme solution politique, l'islamisme est fini » ?¹ Sa thèse du déclin de l'islamisme, partagée par Gilles Kepel, correspond à un courant important dans les études sur l'islamisme.

Mais les choses ne sont pas si simples. S'il y a tout lieu de se féliciter que plusieurs sociétés arabes prennent en main leur destin, leurs aspirations ne sauraient se confondre avec une conversion béate et spontanée aux valeurs de l'Occident (ou plutôt, une sélection d'entre elles incluant la démocratie et l'économie de marché). En effet, les révoltés exigeaient le seul droit de l'homme qui soit véritablement universel, à toute époque et en tout lieu, le seul qu'aucun relativisme culturel ne pourrait contester : la dignité.

Mais rien ne permet de dire que la défense de la dignité humaine dans le monde arabe doive ressembler trait pour trait avec la manière dont on la défend dans les pays occidentaux. Il se peut que des régimes laïques apparaissent dans la région, en particulier en Tunisie, mais l'hypothèse de voir se créer ou arriver au pouvoir des partis se réclamant de l'islam est probable. Dans ce cas, que se passerait-il ?

Plusieurs chercheurs, comme François Burgat ou Alain Roussillon, préfèrent définir l'islamisme comme « les usages du lexique musulman dans la sphère politique »,² comme moyen d'établir des repères et des normes qui ne proviennent pas d'un étranger qui a systématiquement imposé un rapport dominant/dominé. Car la démocratie est synonyme, aux yeux de nombre d'individus au Moyen-Orient, de pouvoir des baïonnettes (« parlementarisme » britannico-égyptien entre 1922 et 1953) ou d'élections volées (coup d'État en Algérie en 1992 contre le FIS vainqueur, coup d'État en Palestine en 2007 contre le Hamas victorieux), bref, elle apparaît dans ce cas comme une nouvelle forme d'impérialisme occidental. Mais les mouvements islamistes sont aujourd'hui loin d'être allergiques par essence à l'idée de représentation politique ou de respect de l'État de droit.

Dans cette perspective, l'islam pourrait tout à fait servir de matrice identitaire à des démocraties au Moyen-Orient, mais fondées sur des principes propres à ces sociétés et respectueux des textes sacrés. L'interprétation plus ou moins libérale de ces textes serait un des thèmes clivants de la vie politique. Les partis islamiques (ou islamistes selon qu'on les considère comme fréquentables ou non) représenteraient le centre-droit et la droite de l'échiquier politique. Le scénario de la

¹ Voir Augustin Scalbert, « Entretien avec Olivier Roy : « comme solution politique, l'islamisme est fini » », dans *Rue 89*, 20 février 2011 (<http://www.rue89.com/entretien/2011/02/20/olivier-roy-comme-solution-politique-lislamisme-est-fini-191153>).

² Voir Lucien Degoy, « Entretien avec François Burgat : l'islamisme n'explique pas tout », dans *l'Humanité*, 15 septembre 2001 (http://www.hoggar.org/index.php?option=com_content&task=view&id=84&Itemid=46).

démocratisation turque est souvent cité comme suite « idéale » des soulèvements. Serait-ce autant détestable que les partis démocrates chrétiens européens ?

Huntington parle de résistance identitaire comme facteur de tensions, éventuellement violentes. Concernant la « civilisation islamique », ces acteurs de la résistance sont constitués selon lui par les régimes non dociles : Iran, Pakistan et Iraq (nous sommes alors en 1993 ; aujourd'hui, on ajouterait les jihadistes). Il nous dit que les sociétés non occidentales sont traditionnelles et veulent se moderniser sans s'occidentaliser. Les révoltes récentes montrent bien que les sociétés concernées étaient déjà modernes mais que c'était les dictateurs soutenus par l'Europe et les États-Unis qui empêchaient l'épanouissement naturel de ces sociétés. De ce point de vue, les tensions identitaires existent et peuvent prendre la forme d'une revendication de tradition contre une modernité que ces sociétés ne connaissent que sous la forme de l'occidentalité, voire de l'occidentalisation. C'est en ce sens que François Burgat parle d'idéologie réactionnelle (par opposition à réactionnaire) pour caractériser l'islamisme. En plus de cela, les tensions politiques, comme le soutien quasi-inconditionnel aux régimes arabes autoritaires et à Israël, et la domination économique (contraste entre des pays rentiers ou peu prospères et une jeunesse formant la moitié de la population) sont des variables majeures réduisant la portée explicatives de l'hypothèse d'Huntington. En résumé, les révoltes ne montrent pas que les sociétés arabes veulent se moderniser sans s'occidentaliser mais voyaient leurs aspirations à des valeurs modernes (non spécifiques à l'Occident) frustrées en partie en raison des politiques moyen-orientales de l'Occident. Les révoltés en Tunisie, en Égypte, en Libye, au Barheïn, au Yémen et ailleurs ont bravé la mort pour défendre des valeurs positives de dignité, de représentativité et de liberté, et non au nom de valeurs négatives de rejet de la domination étrangère.

Les révolutions se font rares ; on prédisait même qu'elles n'étaient plus possibles à notre époque, encore moins dans un monde arabe « bloqué », mais par qui ? Des peuples martyrisés ont montré qu'il n'en était rien et ont apporté sur un plateau d'argent ensanglanté l'occasion aux pays occidentaux de favoriser la prospérité du Printemps des peuples de 2011 et de prolonger l'hiver nucléaire des néoconservateurs et des jihadistes. Si les États-Unis semblent avoir pris la mesure de cette fenêtre d'opportunité historique, la France s'est enfermée dans une myopie gênée. Comme le disait John Stuart Mill, « aucun peuple n'a jamais été ni n'est resté libre sinon parce qu'il était déterminé à l'être. » À l'heure actuelle, c'est au tour des Libyens, des Yéménites et des Bahreïnien de saisir, au prix fort, toute la portée de ce constat.



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies